



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Dossier relatif aux comptes du service intérieur 6911

Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2014

Date de dépôt : 19-11-2015

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
19-11-2015	Déposé	6911/00	<u>3</u>
25-11-2015	Commission des Comptes Procès verbal (01) de la reunion du 25 novembre 2015	01	<u>22</u>
09-12-2015	Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2014	Document écrit de dépôt	<u>29</u>

6911/00

N° 6911**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2015-2016

**COMPTES DU SERVICE INTERIEUR
DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
POUR L'EXERCICE 2014**

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES COMPTES

(25.11.2015)

La Commission se compose de: M. Marc LIES, président, Mmes Diane ADEHM, Tess BURTON (vice-présidente), CLAUDIA DALL'AGNOL, Joëlle ELVINGER, MM. Aly KAES, Alexander KRIEPS (vice-président), Mme Josée LORSCHÉ, MM. Edy MERTENS, Roger NEGRI, David WAGNER et Serge WILMES, Membres.

*

I. – MISSION DE LA COMMISSION

L'article 165 du règlement de la Chambre des Députés dispose dans ses alinéas (1) et (4):

„(1) L'examen de la comptabilité des fonds de la Chambre, pour chaque session, est confié à une commission spéciale dite „Commission des Comptes“, assistée par un réviseur d'entreprises à désigner annuellement par le Bureau.“

„(4) La Chambre, sur le rapport de cette commission, se prononce sur l'apurement du compte. La décision est communiquée à la Cour des Comptes pour être enregistrée.“

*

II. – COMPTES ANNUELS 2014

Les comptes annuels 2014 sont présentés sous forme d'un bilan et d'un compte de revenus et charges.

Au bilan qui retrace les ressources et les emplois, on trouve à l'actif le poste „AVOIRS EN BANQUES ET ENCAISSE“ qui regroupe les actifs disponibles au 31 décembre 2014 et le poste „COMPTES DE REGULARISATION ACTIF“ où sont reprises les charges payées d'avance en 2014 pour l'exercice 2014.

Au passif du bilan figurent les postes „PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES“ et „DETTES“. Les „DETTES“ représentent les „Dettes échéant dans l'année“ qui regroupent les charges à payer au 31 décembre 2014. En ce qui concerne la „Réserve informatique“, il s'agit de crédits prévus pour des projets non réalisés et utilisés pour des réalisations imprévisibles au moment de l'établissement du budget. Le poste „Maison Wiltheim“ contient le solde des dépenses relatives aux travaux de rénovation de la Maison Wiltheim acquise en 2010. Les „Engagements exercices antérieurs“ concernent les dépenses pour lesquelles l'engagement et le paiement ne peuvent être réalisés à charge d'un même exercice budgétaire.

Au compte de revenus et charges de l'exercice 2014 sont reprises les recettes de l'exercice qui, diminuées des charges, font ressortir le résultat de l'exercice.

Au 1^{er} janvier 2015, les excédents budgétaires cumulés de la Chambre des Députés se chiffrent à 8.412.587,62 €. De ce montant sont déduits les engagements 2014 à reporter en 2015 (588.177,92 €) de sorte que les excédents budgétaires cumulés (réserve) se chiffrent à 7.824.409,70 € et sont destinés au paiement de dépenses imprévues. 7.471,51 € constituent la réserve informatique et 1.797,41 € constituent le solde des factures résultant des travaux de rénovation de la Maison Wiltheim. Le poste des engagements des exercices antérieurs est augmenté de 588.177,92 € et se chiffre à 962.733,09 € au 1^{er} janvier 2015.

Les comptes annuels de la Chambre des Députés sont établis conformément aux principes comptables généralement admis à l'exception des investissements en équipements et mobiliers qui sont comptabilisés directement dans le compte de revenus et charges.

Les chiffres du bilan et du compte de revenus et charges figurent en annexe.

Bilan au 31 décembre 2014

	<i>au</i> 31.12.2014 / €	<i>au</i> 31.12.2013 / €
ACTIF		
Actif circulant		
– créances	1.080,00	0,00
– avoirs en banques et encaisse	10.321.441,16	9.644.087,40
Comptes de régularisation actif		
Excédent des charges sur les revenus	613.016,77	568.440,43
Total de l'actif	10.935.537,93	10.212.527,83
PASSIF		
Fonds propres		
– excédents budgétaires cumulés	6.656.469,02	4.662.065,22
– réserve informatique	7.471,51	171.069,18
– maison Wiltheim	1.797,41	125.332,19
– engagements exercices antérieurs	374.555,17	295.247,62
Provisions pour risques et charges		
– Fonds de réserve „Assurance Accidents“	0,00	0,00
Dettes		
– dettes (échéant dans l'année)	2.139.126,22	2.044.845,95
– dépôt de garantie – PC	0,00	0,00
– frais de photocopieurs à payer	0,00	0,00
– frais mobilier de bureau à payer	0,00	(872,85)
Comptes de régularisation passifs		
Excédent des revenus sur les charges	1.756.118,60	2.914.840,52
Total du passif	10.935.537,93	10.212.527,83

Compte de revenus et charges pour l'exercice se terminant au 31.12.2014

	<i>au</i> 31.12.2014 / €	<i>au</i> 31.12.2013 / €
REVENUS		
Crédits budgétaires obtenus	32.210.471,00	32.210.471,00
Crédits campagnes électorales	1.662.000,00	0,00
Intérêts créditeurs	20.359,54	21.482,73
Vente de documents parlementaires/publications	0,00	0,00
Autres recettes	0,00	0,00
Produits exceptionnels	41.071,96	210.460,75
Total des revenus	33.933.902,50	32.442.414,48
CHARGES		
Charges se rapportant à l'exercice	(30.505.374,18)	(29.513.739,05)
Remboursement campagnes électorales	(1.662.000,00)	0,00
Charges exceptionnelles	(10.409,72)	(13.834,91)
Total des charges	(32.177.783,90)	(29.527.573,96)
Excédent des charges sur les revenus		
Excédent des revenus sur les charges	1.756.118,60	2.914.840,52

*

III. – GENERALITES

Ci-dessous se trouvent les propositions budgétaires de la Chambre des Députés pour l'exercice 2014 telles qu'elles ont été arrêtées par le Bureau en date du 6 février 2014:

budget des recettes	43.580,00
budget des dépenses	32.961.220,00
réserve prise en compte	707.169,00
dotation budgétaire demandée	32.210.471,00
remboursement partiel campagnes électorales	1.725.000,00

<i>Section</i>	<i>Budget 2014</i> <i>Définitif</i>
A: Députés	11.866.935,00
B: Institutions parlementaires internationales	797.410,00
C: Groupes politiques	2.662.175,00
D: Personnel	9.537.110,00
E: Frais de fonctionnement	7.139.790,00
F: Compte rendu	957.800,00
G: Transferts de revenus	0,00
H: Remboursement: Frais campagnes électorales	1.725.000,00
TOTAL DES DEPENSES:	34.686.220,00

En vertu de la loi du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2014, un crédit global de 32.210.471 €, en vue du paiement des dépenses à effectuer en 2014 et un crédit de 1.725.000 € en vue du remboursement des frais des campagnes électorales, ont été mis à la disposition du Bureau de la Chambre des Députés.

Les tableaux suivants présentent les chiffres comparatifs des derniers exercices financiers.

*

IV. – TABLEAUX COMPARATIFS DES EXERCICES 2013 et 2014

Comparaison des frais des exercices 2013 et 2014 et du budget 2014

<i>Section</i>	<i>Frais 2013 en EUR</i>	<i>Frais 2014 en EUR</i>	<i>Budget 2014 en EUR</i>
A: Députés	10.681.576,90	11.567.746,49	11.866.935
B: Institutions parlementaires internationales	1.024.897,72	583.686,38	797.410
C: Groupes politiques	2.712.174,75	2.662.175,00	2.662.175
D: Personnel	8.545.539,24	9.051.622,99	9.537.110
E: Frais de Fonctionnement	5.944.293,37	5.706.623,38	7.139.790
F: Compte rendu	619.091,98	943.929,66	957.800
G: Transfert de revenus	0,00	0,00	0
H: Remboursement: frais campagnes élect.	0,00	1.662.000,00	1.725.000
I: Organisation Conférences et Réunions extraordinaires	0,00	0,00	0
Total	29.527.573,96	32.177.783,90	34.686.220

La répartition des dépenses par sections est reprise au tableau ci-avant.

Il ressort du tableau ci-dessus que les dépenses se rapportant à l'exercice 2014 se chiffrent à 32.177.783,90 €, soit une augmentation de 8,98% de plus (2.650.209,94 €) par rapport à l'exercice précédent (29.527.573,96 €). Faisant abstraction du crédit de 1.662.000 €, inscrit pour le financement des campagnes électorales des partis politiques, l'augmentation des dépenses est uniquement de l'ordre de 988.209,94 € soit 3,35%.

Il faut rappeler que les frais de l'exercice 2014 enregistrés aux sections „Députés“, „Personnel“ et „Groupes politiques“, constituent des charges fixes, subissant l'évolution de la valeur du point indiciaire de la fonction publique et variant automatiquement en fonction de l'échelle mobile des salaires. Suite au nouveau statut des députés européens, un seul député luxembourgeois, membre du Parlement européen, est encore à charge du budget de la Chambre des Députés (au lieu de 6 députés en 2009).

Les explications détaillées sont fournies au chapitre V.- Examen des frais de l'exercice 2014.

Comparaison du budget et des frais de l'exercice 2014

<i>Section</i>	<i>Budget 2014</i>	<i>Frais 2014</i>
A: Députés	11.866.935	11.567.746,49
B: Institutions parlementaires internationales	797.410	583.686,38
C: Groupes politiques	2.662.175	2.662.175,00
D: Personnel	9.537.110	9.051.622,99
E: Frais de Fonctionnement	7.139.790	5.706.623,38
F: Compte rendu	957.800	943.929,66
G: Transferts de revenus	0	0,00
H: Remboursement: Frais campagnes élect.	1.725.000	1.662.000,00
I: Organisation Conférences et Réunions extraordinaires	0,00	0
Total	34.686.220	32.177.783,90

Il ressort du tableau ci-avant que l'exécution du budget de la Chambre des Députés accuse des moins-values de dépenses de l'ordre de 2.508.436,10 € par rapport au budget adopté (soit -7,23%). Les écarts de la section „députés“ (-299.188,51 €), s'expliquent principalement du fait que lors de l'établissement du budget, il faut prévoir les montants maximaux fixés par la loi électorale, surtout au niveau des indemnités de secrétariat, du congé politique et du remboursement des cotisations sociales. Il y a lieu de noter que les députés se sont regroupés en pools pour l'engagement de leur personnel et les montants maximum dus non utilisés tombent en économie.

Pour ce qui est de la section „institutions parlementaires internationales“ (-213.723,62 €), les frais de route et de séjour liés aux assemblées internationales varient en fonction du nombre de participants, du lieu de réunion ainsi que du nombre de réunions.

En ce qui concerne l'écart au niveau de la section „personnel“ (-485.487,01 €), il y a lieu de noter que les traitements et salaires des fonctionnaires et salariés nouvellement engagés avaient été calculés pour une année entière lors des prévisions budgétaires et que les recrutements ont eu lieu seulement au cours de l'année (mars, juin et septembre). Un fonctionnaire de la carrière supérieure est décédé en février 2014. Un salarié de la carrière supérieure a été licencié fin 2013 tandis que son salaire a été prévu pour 2014. Il a été remplacé par un salarié début de carrière supérieure en mois de mars 2014. Un salarié de la carrière supérieure a fait valoir ses droits à la retraite à partir du 1^{er} septembre 2014. Le poste réservé au budget 2014 pour le retour éventuel d'un fonctionnaire en congé sans solde n'a pas été utilisé. Le montant estimé des postes non utilisés respectivement des engagements au cours de 2014 peut être estimé à 378.000 €.

La majeure partie des crédits non utilisés au niveau de la section „frais de fonctionnement“ (-1.433.166,62 €) provient de projets prévus lors de l'établissement du budget mais qui n'ont pas pu être réalisés au cours de l'exercice. Les crédits engagés pour la réalisation de ces projets (584.154,20 €) seront reportés à l'exercice suivant.

Lors de l'établissement des prévisions budgétaires pour 2014 au niveau de la section „compte rendu“, l'impression et la diffusion de 13 numéros de comptes rendus avaient été prévues et 16,5 numéros ont été réalisés.

La différence au niveau de la section H) „Remboursement partiel des frais des campagnes électorales“ (63.000 €) a été virée à la Trésorerie de l'Etat.

Le relevé des dépenses de l'exercice 2014 comparées à celles de 2013 figure ci-après.

Tableau des frais des exercices 2014 et 2013 en €

	<i>Frais 2014</i> <i>NI 775,17</i>	<i>Frais 2013</i> <i>NI 761,00</i>
A) Députés	11.567.746,49	10.681.576,90
11.000 Indemnités parlementaires	6.890.178,14	6.633.128,62
11.140 Remboursement cotisations sécurité sociale	47.773,06	39.402,82
11.300 Assurances	62.175,99	64.874,30
12.010 Frais de route et de séjour	128.693,60	80.613,52
12.300 Indemnités des présidents	246.066,27	269.131,55
12.301 Indemnités de secrétariat	2.589.562,12	2.345.582,67
34.090 Indemnités spéciales	2.082,36	2.082,36
34.091 Congé politique	1.598.397,26	1.235.384,69
00.500 Frais d'exercices antérieurs	2.817,69	11.376,37
B) Institutions parlementaires internationales	583.686,38	1.024.897,72
12.011 Frais de route et de séjour – Assemb. parl. internat.	337.963,01	265.058,23
12.013 Participation congrès politiques – voir sub C)	0,00	0,00
12.190 Frais assemblées – Organisation de conférences	64.608,66	548.024,97

	<i>Frais 2014</i> <i>NI 775,17</i>	<i>Frais 2013</i> <i>NI 761,00</i>
12.302 Relations parl. internat./Visites à Luxembourg	32.816,18	61.157,11
35.060 Contribution au budget des assemblées	148.298,53	150.657,41
00.500 Frais d'exercices antérieurs	0,00	0,00
C) Groupes politiques	2.662.175,00	2.712.174,75
33.000 Crédits de fonctionnement	2.662.175,00	2.712.174,75
00.500 Frais d'exercices antérieurs	0,00	0,00
D) Personnel	9.051.622,99	8.545.539,24
11.001 Traitements des fonctionnaires	7.666.914,69	7.253.969,63
11.010 Indemnités des employés (permanents)	1.362.903,76	1.267.591,19
11.020 Indemnités des employés (temporaires)	6.994,07	6.103,76
11.030 Salaires des ouvriers	0,00	0,00
11.130 Indemnités du personnel auxiliaire	0,00	0,00
12.012 Frais de route et de séjour	8.516,17	11.714,56
12.200 Frais d'assurance autres que RC auto	937,30	1.413,62
12.250 Frais d'habillement	5.331,00	4.685,00
00.500 Frais d'exercices antérieurs	26,00	61,48
E) Frais de Fonctionnement	5.706.623,38	5.944.293,37
12.000 Frais pour services de tiers	9.092,63	28.899,76
12.020 Frais d'exploit. véhicules automoteurs voir sub C)	16.126,95	19.099,40
12.040 Frais de bureau	292.010,28	291.767,73
12.041 Service d'expédition et imprimerie (cf. 12.307.10)	0,00	0,00
12.050 Achat de services auprès des P. et T.	166.957,66	208.668,40
12.060 Location et entretien des install. de télécommunic.	61.003,94	59.328,80
12.070 Location et entretien des équipements informat.	1.621.370,43	1.693.666,28
12.080 Bâtiments: exploitation et entretien	1.021.259,43	1.017.803,83
12.101 Loyers immeubles – Charges locatives accessoires	162.820,25	196.784,88
12.120 Frais d'experts et d'études	158.168,73	253.688,99
12.130 Frais de publication	0,00	0,00
12.140 Frais de publicité et d'information	4.195,23	2.620,74
12.170 Entretien d'équipements spéciaux	159.980,38	155.407,98
12.210 Frais de restauration	39.956,56	46.846,28
12.303 Frais de représentation	41.625,96	47.833,86
12.304 Projets de développement informatiques	396.186,52	373.092,02
12.305 Achats de biens et de services spécifiques	1.016.727,48	1.093.055,96
12.306 Déménagement	0,00	0,00
12.307 Expédition électronique	0,00	0,00
12.308 Site Internet	0,00	0,00

	<i>Frais 2014</i> <i>NI 775,17</i>	<i>Frais 2013</i> <i>NI 761,00</i>
74.000 Acquisition de véhicules automoteurs	0,00	0,00
74.010 Acquisition de machines de bureau	0,00	0,00
74.020 Acquisition d'installations de télécommunications	0,00	4.354,09
74.040 Acquisition d'équipements spéciaux	49.605,71	57.863,86
74.050 Acquisition d'équipements informatiques	444.634,69	249.844,65
74.060 Acquisition de logiciels	130.708,90	136.679,27
74.070 Acquisition d'oeuvres d'art	0,00	0,00
74.080 Acquisition de mobilier de bureau	13.985,62	4.589,53
00.500 Frais d'exercices antérieurs	206,03	2.397,06
F) Compte rendu	943.929,66	619.091,98
12.051 Frais de distribution du compte rendu	475,77	238,28
12.131 Frais de publication du compte rendu	943.453,89	618.853,70
00.500 Frais d'exercices antérieurs	0,00	0,00
G) Transferts de revenus	0,00	0,00
H) Remboursements: Frais campagnes électorales	1.662.000,00	0,00
33.004 Remboursements aux partis et groupes politiques	1.662.000,00	0,00
TOTAL DES FRAIS	32.177.783,90	29.527.573,96

*

V. – EXAMEN DES FRAIS DE L'EXERCICE 2014

Section A: DEPUTES

11.567.746,49 €

La majeure partie des dépenses de cette section représente des charges fixes résultant de l'exécution des dispositions législatives (article 126) de la loi électorale du 18 février 2003, telle qu'elle a été modifiée par la suite.

Au 1^{er} janvier 2014 la valeur du point indiciaire pour les éléments pensionnables est fixée à 18,0641740 – NI 775,17; la valeur du point indiciaire pour les éléments de rémunération non pensionnables est de 17,1050304 – NI 775,17.

1) Indemnités parlementaires (art. 11.000) 6.890.178,14 €

Ce poste comprend les indemnités brutes versées aux 60 membres de la Chambre des Députés et à un membre siégeant au Parlement européen ainsi que les charges sociales patronales.

L'indemnité parlementaire est fixée par la loi à 375 points indiciaires.

Conformément à la loi électorale du 18 février 2003, chaque député a droit à un jeton de présence pour la participation aux réunions de commissions respectivement aux séances publiques. Ce jeton est fixé à 15 € NI 100 ce qui revient à 116,28 € NI 775,17. Le montant total de 1.033.031,52 € a été payé en 2014.

2) Remboursement des cotisations de sécurité sociale (art. 11.140) 47.773,06 €

En exécution de l'article 126, point 7) de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, la Chambre des Députés a remboursé à 9 députés indépendants la part patronale des cotisations de l'assurance pension (remboursement à 11 députés indépendants en 2013).

- 3) Assurances (art. 11.300) 62.175,99 €
 Ce montant comporte la prime annuelle (19.939,20 €) payée à la compagnie d'assurance pour l'assurance accidents des députés ainsi que la prime du contrat d'assurance „Assistance“ (16.016,00 €).
 Ce poste comprend également un montant global de 26.220,79 € pour le remboursement de la prime casco aux députés ayant souscrit individuellement à une assurance „tous risques“ pour leur voiture privée. Le montant maximum remboursable par an est de 892,44 €.
- 4) Frais de route et de séjour (art. 12.010) 128.693,60 €
 Sont comptabilisés sous ce poste les frais de route revenant aux députés pour participation aux séances plénières et aux réunions de commissions ainsi que les indemnités de séjour accordées aux députés à l'occasion des visites des commissions parlementaires.
 En 2014, la Chambre s'est réunie en séance plénière à 47 reprises et a tenu 649 réunions de commissions ainsi que 21 réunions du Bureau et 20 réunions de la Conférence des Présidents.
 L'indemnité kilométrique pour les déplacements est fixée à 0,40 € par kilomètre.
- 5) Indemnités des présidents (art. 12.300) 246.066,27 €
 Il s'agit des indemnités versées au président de la Chambre des Députés (66.709,63 €) et aux présidents des 4 groupes politiques (179.356,64 €) en vertu de l'article 126, point 1) de la loi électorale.
- 6) Indemnités de secrétariat (art. 12.301) 2.589.562,12 €
 Le point 9) de l'article 126 de la loi électorale fixe l'indemnité de secrétariat à rembourser au député pour l'engagement d'un collaborateur à 200 points indiciaires, ce qui correspond à 3.421,01 € pour 2014. En vertu de la loi du 24 décembre 1999, l'indemnité de secrétariat a été augmentée d'un douzième à titre d'allocation de fin d'année.
- 7) Indemnités spéciales (art. 34.090) 2.082,36 €
 Sont visées les indemnités versées à une veuve d'un ancien député.
- 8) Congé politique (art. 34.091) 1.598.397,26 €
 Le droit au congé politique et les indemnités à verser sont réglés par l'art. 126, point 8), de la loi électorale modifiée. Ce poste comprend le remboursement aux employeurs des frais engagés pour congé politique accordé aux députés salariés (363.540,18 €) ainsi que les indemnités versées à titre de compensation aux députés exerçant une profession indépendante ou sans profession (1.234.857,08 €). Ont bénéficié d'un remboursement en 2014:
- députés salariés:
 - 7 députés de janvier à décembre,
 - 1 député de janvier,
 - 1 député d'octobre à décembre,
 - 1 député novembre et décembre.
 - députés indépendants:
 - 20 députés de janvier à décembre,
 - 1 député de janvier à mars,
 - 2 députés de janvier à juillet,
 - 1 député de janvier à septembre,
 - 1 député de février à mars.
- 9) Restants d'exercices antérieurs (art. 11.000 et 11.300) 2.817,69 €

Section B: INSTITUTIONS PARLEMENTAIRES INTERNATIONALES 583.686,38 €

Par rapport à l'exercice 2013, les frais de la section „Institutions parlementaires internationales“ ont diminué de -441.211,34 €. Cette diminution s'explique par l'organisation de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN en 2013 à Luxembourg.

1) Frais de route et de séjour – Assemblées internationales (art. 12.011) 337.963,01 €

Les frais inscrits sous cet article se rapportent aux déplacements des députés effectués dans le cadre des activités parlementaires internationales. Y sont comptabilisés les frais de route et de séjour des députés et des secrétaires de délégation participant aux sessions et aux réunions de commissions des assemblées parlementaires internationales énumérées ci-dessous ainsi que la participation à des visites bilatérales. Les frais afférents dépendent du lieu de la réunion, du nombre de réunions ainsi que du nombre de députés participant aux réunions.

– Visites bilatérales 2.770,00 €

En 2014, le Président de la Chambre des Députés, le cas échéant, accompagné de membres de la Chambre des Députés a été en visite officielle au Parlement de la Communauté germanophone de Belgique et auprès de l'Assemblée nationale et du Sénat de France.

– Conseil de l'Europe 89.951,03 €

Il s'agit de la participation des délégués luxembourgeois aux quatre sessions ordinaires de l'Assemblée parlementaire à Strasbourg et à d'autres réunions de commissions, du comité permanent, du Bureau et du comité des présidents convoquées par l'Assemblée, qui ont eu lieu à Paris, Vienne, Nicosie (Chypre), Athènes, Baku (Azerbaïdjan), Helsinki, Bruxelles, Moscou et Stockholm. En outre, la Chambre des Députés a été représentée à la conférence „Grandir avec les droits de l'enfant“ sur la mise en œuvre de la stratégie du CE à Dubrovnik, à la conférence européenne des Présidents de Parlement du CE à Oslo, à la visite du Comité des Présidents en Ukraine et aux missions d'observation des élections en Ukraine et en République de Moldova.

– APO 68.004,25 €

La réunion de la commission permanente de l'APO (Assemblée parlementaire de l'OTAN) a eu lieu à Riga, la session de printemps à Vilnius et la session annuelle de l'Assemblée parlementaire s'est tenue à La Haye. Les membres de la délégation luxembourgeoise ont participé en outre à différentes réunions, conférences, missions et visites de travail des commissions à Bruxelles, Kiev, Aix-la-Chapelle, Cologne, Washington, Las Vegas, Rabat, Casablanca et Boston. Le Forum Transatlantique a eu lieu à Washington. En outre, la Chambre des Députés a participé à une visite à Washington DC, Vancouver et Victoria et à la mission d'observation des élections présidentielles en Ukraine.

– CPI 6.167,74 €

Les séances plénières ont eu lieu à Trèves. D'autres réunions du Greffe et du Comité permanent ont eu lieu à Mayence et Trèves. En outre, des réunions des différentes commissions et délégations ont eu lieu à Sarrebruck, Bouillon et à Saint Vith. Les membres ont participé aux conférences „Energie“ et „Mobilité“ à Trèves et à la commémoration du début de la première Guerre Mondiale à Coblenze.

– OSCE 31.226,84 €

La session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE a eu lieu à Vienne, la session annuelle à Bakou (Azerbaïdjan) et la session d'automne à Genève.

– UIP 1.309,90 €

Un membre a participé à la session parlementaire dans le cadre du Forum public de l'OMC à Genève.

– APF 25.504,03 €

Des réunions du Bureau de l'APF ont eu lieu à Rabat. La session et la réunion du Bureau de l'APF se sont tenues à Ottawa (Canada). En outre, la Chambre des Députés a été représentée à la Conférence des Présidents à Bucarest (Roumanie).

- Relations européennes 72.026,91 €
Des délégués luxembourgeois ont participé aux LIIème et LIIIème conférences COSAC (conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires des Parlements nationaux et du Parlement Européen) à Athènes et à Rome, aux réunions de Présidents de diverses commissions des Parlements de l'UE et aux diverses conférences interparlementaires à Bruxelles, Rome et Vilnius. Les réunions du „IPEX Board“ ont eu lieu à Vilnius et à Bruxelles. Le représentant de la Chambre des Députés auprès des institutions européennes a participé aux séances plénières du Parlement Européen à Strasbourg.
 - Divers 41.002,31 €
Des délégués de la Chambre des Députés ont participé à une visite de travail sur la politique en matière de l'emploi à Coblenz. Le séminaire EISC a eu lieu à Redu et à Bruxelles. La session plénière de l'Ap-UM a eu lieu à Amman (Jordanie) et les différentes réunions de commissions ont eu lieu à Rome, Barcelona, Zagreb et Porto. Une délégation du Parlement a accompagné S.A.R. le Grand-Duc et le Ministre de la Défense lors d'une visite au Kosovo. La Chambre a été représentée aux diverses conférences, réunions et forum à Brême, Washington DC, Barcelone, Lisbonne, Taipei (Taiwan) et en Ethiopie. La conférence des Présidents des Petits Etats d'Europe a eu lieu à Andorre.
- 2) Frais des Assemblées – Organisation de Conférences (art. 12.190) 64.608,66 €
Les frais de cet article budgétaire résultent e.a. de l'organisation de la séance plénière et de réunions du Conseil Interparlementaire Consultatif du Benelux à Luxembourg.
Les autres dépenses concernent des frais de fonctionnement du secrétariat des délégations luxembourgeoises auprès des institutions internationales (frais de téléphone et de fax), des frais en relation avec des réunions, conférences et séminaires organisés par la Chambre des Députés à Luxembourg, comme la conférence sur la mobilité et le transport dans la Grande Région et des réunions de commissions du Conseil Parlementaire interrégional.
- Conseil de l'Europe 256,52 €
 - BENELUX 20.083,49 €
 - APO 0,00 €
 - Conseil parlementaire interrégional 41.653,70 €
 - OSCE 0,00 €
 - UIP 0,00 €
 - Assemblée Parlementaire de la Francophonie 0,00 €
 - AP-UM 0,00 €
 - Relations européennes 2.614,95 €
 - Divers 0,00 €
- 3) Relations internationales/Visites à Luxembourg (art. 12.302) 32.816,18 €
– Visites de délégations parlementaires étrangères:
Il s'agit des dépenses d'accueil lors de visites de délégations parlementaires étrangères à Luxembourg, dont les délégations parlementaires de la République du Monténégro, du Sénat de France, de la Chine et de la République d'Estonie. La Chambre a accueilli e.a., Monsieur Sawicki, Secrétaire général de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Monsieur Martin Schulz, Président du Parlement européen, S.E.M. Monsieur Joachim Gauck, Président de la République fédérale d'Allemagne, Madame Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre-présidente du Land de Sarre, Monsieur Dean Spielmann, Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme à Strasbourg et Monsieur Anders Fogh Rasmussen, Secrétaire général de l'Otan.
- 4) Contribution au budget des assemblées internationales (art. 35.060) 148.298,53 €
Ce poste comporte la contribution du Luxembourg aux frais de fonctionnement des assemblées parlementaires internationales suivantes:
- APO 5.641,00 €

– Conseil Benelux	67.666,58 €
– CPI	15.000,00 €
– UIP	19.609,03 €
– APF	12.389,70 €
– OSCE	14.241,00 €
– AP-UpM	1.809,22 €
– Relations européennes	11.942,00 €
– Divers	0,00 €

5) Restants d'exercices antérieurs 0,00 €

Section C: GROUPES POLITIQUES 2.662.175,00 €

En exécution de l'article 16 du règlement de la Chambre des Députés et des décisions prises par le Bureau, les crédits énumérés ci-dessous ont été alloués aux groupes politiques pour assurer leur fonctionnement.

Suite à une décision du Bureau, les crédits ci-après alloués aux groupes et sensibilités politiques sont regroupés en un seul crédit et versés trimestriellement, sous forme de dotation, aux groupes et sensibilités politiques. Il s'agit notamment du regroupement des subventions sur base de la représentation proportionnelle, des frais de personnel, des crédits pour l'acquisition de matériel informatique et de l'achat de services informatiques, des crédits pour la location d'une voiture et pour la participation à des congrès politiques.

Crédits de fonctionnement (art. 33.000)	2.662.175,00 €
Groupe politique CSV	821.590,00 €
Groupe politique DP	579.566,00 €
Groupe politique LSAP	579.566,00 €
Sensibilité politique ADR	162.782,00 €
Groupe politique Déi Gréng	410.149,00 €
Sensibilité politique déi Lénk	108.522,00 €
Sensibilité politique Onofhängeg	pm

Les montants sont calculés et composés sur base des décisions prises par le Bureau, notamment:

- les crédits alloués aux groupes politiques sur base de la représentation proportionnelle sont fixés à 3.100 € – NI 100 – par député;
- au cours d'une session parlementaire, chaque groupe a en outre droit à 28.950 € – NI 100 – à titre de remboursement des frais de personnel. Dans sa réunion du 3 juillet 2006, le Bureau de la Chambre des Députés a décidé d'augmenter les crédits relatifs au remboursement des frais de personnel de 12.400 € NI 100 à 29.850 € NI 100 pour permettre l'engagement d'un attaché spécialisé dans les dossiers européens. Suite à une décision du Bureau du 29 janvier 2014 chaque sensibilité politique a droit, par député, à 1/5e de ce montant;
- sur base d'une décision du Bureau de la Chambre des Députés prise en date du 22 novembre 2001, les dépenses occasionnées pour l'acquisition de matériel informatique et pour l'achat de services informatiques sont remboursées à chaque groupe politique jusqu'à concurrence de 49.600 € et à la sensibilité politique jusqu'à concurrence de 10.000 € – par année civile;
- le crédit pour la location de voitures a été fixé à 816 € par député;
- dans sa réunion du 31 mai 2000, le Bureau de la Chambre des Députés a décidé d'inscrire un crédit au budget de la Chambre des Députés en faveur des groupes politiques pour la participation des députés à des congrès politiques. Ce crédit est fixé à 250 € par député.

De janvier à décembre 2014, la composition des groupes et sensibilités politiques est la suivante:

CSV:	23 députés
LSAP:	13 députés
DP:	13 députés
Déi Gréng:	6 députés

ADR: 3 députés
 déi Lénk: 2 députés

Section D: PERSONNEL 9.051.622,99 €

La valeur du point indiciaire pour les éléments pensionnables est fixée à 18,0641740 NI 775,17 tandis que pour les éléments de rémunération non pensionnables la valeur du point indiciaire est de 17,1050304. Les dépenses de cette section ont augmenté de 506.083,75 € par rapport à l'exercice 2013.

Les frais de personnel sont ventilés sur les postes de dépenses suivants:

1) Traitements des fonctionnaires (art. 11.001) 7.666.914,69 €

Le cadre des effectifs au 31 décembre 2014 (77 fonctionnaires) comprend, outre les postes de secrétaire général et de deux secrétaires généraux adjoints, 21 emplois dans la carrière supérieure dont 3 fonctionnaires à tâche partielle de 75%, 41 dans la carrière moyenne dont 9 fonctionnaires à demi-tâche respectivement à tâche partielle de 75% et 12 dans la carrière inférieure dont 1 fonctionnaire à demi-tâche. Un fonctionnaire travaille en tant que représentant de la Chambre des Députés auprès des Institutions européennes à Bruxelles.

Cet article comprend les traitements proprement dits, les indemnités pour heures de travail supplémentaires, les allocations de repas ainsi que les charges sociales patronales afférentes.

La progression des dépenses de 2014 par rapport à celles de 2013 résulte:

- de l'engagement de 4 fonctionnaires;
- fonctionnarisation d'un salarié;
- de l'octroi de 13 promotions;
- de deux nominations définitives;
- de l'échéance de 43 biennales/annales et de 3 demi-allongements/allongements.

2) Indemnités des employés (permanents) (art. 11.010) 1.362.903,76 €

Sous ce poste sont comptabilisées les indemnités payées à 12 salariés dont 2 salariés travaillant à tâches partielles de 50% respectivement 75%. La progression des dépenses 2014 par rapport à 2013 dépend de l'engagement de 4 salariés, de l'octroi de 6 annales/biennales et de l'octroi de 2 avancements en grade.

3) Indemnités employés (temporaires) (art. 11.020) 6.994,07 €

Il s'agit des indemnités payées à 9 étudiants engagés pendant les vacances scolaires.

4) Salaires des ouvriers (art. 11.030) 0,00 €

5) Frais de route et de séjour (art. 12.012) 8.516,17 €

Remboursement des frais de route et de séjour aux fonctionnaires de l'Administration parlementaire à l'occasion de voyages de service effectués à l'étranger et à l'intérieur du pays.

6) Remboursement d'assurances autres que RC auto 937,30 €

7) Frais d'habillement (art. 12.250) 5.331,00 €

Achat de costumes et d'habits pour les huissiers de salle.

8) Restants d'exercices antérieurs (art. 12.012) 26,00 €

Section E: FRAIS DE FONCTIONNEMENT 5.706.623,38 €

1) Indemnités pour services de tiers (art. 12.000) 9.092,63 €

2) Frais d'exploitation des véhicules automoteurs (art. 12.020) 16.126,95 €

Ce poste comprend l'assurance, le coût du carburant, les réparations et l'entretien des voitures de la Chambre des Députés.

- 3) Frais de bureau (art. 12.040) 292.010,28 €
- Ce poste regroupe les dépenses concernant:
- la fourniture d’articles et de matériel de bureau, y compris papier pour photocopieur: 23.018,41 €
 - la location, l’entretien et le nombre de photocopies des photocopieurs: 52.677,72 €
 - la location et l’entretien des autres machines de bureau: 476,44 €
 - les consommables bureautiques: 62.918,04 €
 - les frais d’impression et de reliure: 69.320,51 €
 - les frais de bibliothèque et de documentation: 78.971,62 € y compris les licences des bases de données payantes
 - les frais de gestion des comptes bancaires: 1.249,98 €
 - les frais administratifs divers: 3.377,66 €
- 4) Achat de services auprès des P. et T. (art. 12.050) 166.957,66 €
- Ici sont repris tous les frais concernant l’affranchissement de la correspondance de la Chambre des Députés ainsi que les frais relatifs aux communications téléphoniques et aux lignes de communication informatique.
- En détail, ce poste de dépenses comprend:
- Frais postaux (11.198,34 €) – frais d’affranchissement;
 - Frais téléphoniques (5.270,81 €) – frais d’abonnement aux lignes téléphoniques, aux lignes transversales ainsi que les taxes des appels téléphoniques;
 - Frais installation et abonnements des lignes ISDN et ADSL pour députés (65.412,67 €)
 - Frais télex et téléfax (383,05 €) – frais des télécopieurs;
 - Voies louées et lignes ISDN (79.457,56 €) – abonnements et communications téléphoniques pour assurer le lien entre les bâtiments de la Chambre des Députés et les locaux des groupes, pour garantir aux députés l’accès au système d’archivage et permettre la mise à jour du site archivage public délocalisé;
 - Divers (5.235,23 €) – concerne la prise à domicile.
- 5) Location et entretien des installations de télécommunications (art. 12.060) 61.003,94 €
- Sont enregistrés sous ce poste les frais relatifs aux contrats de maintenance des télécopieurs, du central téléphonique, les dépenses pour réparations et interventions techniques (modifications aux équipements de télécommunications existants) et les frais de téléphones mobiles (abonnements et communications).
- 6) Location et entretien des équipements informatiques (art. 12.070) 1.521.370,43 €
- Cet article regroupe, entre autres, les frais concernant:
- 12 loyers mensuels pour les liaisons optiques entre les divers bâtiments de la Chambre des Députés et les groupes et sensibilités politiques: 21.747,96 €
 - contrats de maintenance pour matériel informatique (hardware) et logiciels (software): 1.463.913,03 €
 - les frais pour réparation et pièces de rechange: 0,00 €
 - interventions techniques sur hardware et software: 22.819,23 €
 - divers: 12.890,21 €
- 7) Bâtiments: exploitation et entretien (art. 12.080) 1.021.259,43 €
- Sont comptabilisées sous ce poste les dépenses concernant:
- le nettoyage journalier (476.324,27 €) des bureaux occupés par les services de la Chambre des Députés et les groupes et sensibilités politiques;
 - les factures (72.974,84 €) relatives à la consommation en électricité, gaz et eau des bâtiments occupés par l’Administration parlementaire et les groupes et sensibilités politiques;

- réparations et entretien (50.057,61 €)
 - assurances – bâtiments (575,65 €)
 - les contrats souscrits par la Chambre des Députés pour la surveillance de l’Hôtel de la Chambre des Députés, du Bâtiment Maison Richard/Printz, du bâtiment Wiltheim, des locaux hébergeant les équipements informatiques ainsi que la surveillance sur demande (400.641,45 €)
 - la quote-part de la Chambre dans le montant des charges communes concernant l’exploitation du parking Guillaume (3.042,90 €)
 - les autres menues charges en rapport avec l’entretien des immeubles (17.642,71 €)
- 8) Loyers immeubles/Charges locatives accessoires (art. 12.101) 162.820,25 €
 Il s’agit des frais exposés pour:
- location des emplacements aux parkings: place Guillaume, place du Théâtre, place du St. Esprit, St Maximim: 124.894,54 € (à noter que les députés, les membres du Parlement européen, les fonctionnaires de l’Administration parlementaires et les groupes politiques participent à raison de 60 € par mois aux frais de location des emplacements de parking);
 - charges locatives accessoires (immeuble rue de l’Eau): 32.888,01 € (reprise des frais concernant l’immeuble Rost (CSV) de la section C) Groupes politiques vers la section E) Administration suivant décision du Bureau);
 - divers: 5.037,70 €
- 9) Frais d’experts et d’études (art. 12.120) 158.168,73 €
 Ce poste couvre les honoraires (8.000 €) du réviseur d’entreprises pour le contrôle des comptes annuels de la Chambre des Députés ainsi que:
- les honoraires du réviseur d’entreprises pour le contrôle des comptes annuels 2014 de la Cour des Comptes: 6.500 €
 - les honoraires du réviseur d’entreprises pour le contrôle des comptes annuels 2014 du Médiateur: 5.000 €
 - le financement de la chaire de recherche en études parlementaires – UNILU: 66.025,10 €
 - les frais pour la mise à disposition d’interprètes et de traducteurs et interprètes de la langue des signes: 23.377,40 €
 - les frais d’experts, de témoins et d’avocats dans le cadre de la commission d’enquête sur le Service de Renseignements de l’Etat: 41.906,23 €
 - experts divers: 7.360,00 €
- 10) Frais de publication (art. 12.130) 0,00 €
- 11) Frais de publicité et d’information (art. 12.140) 4.195,23 €
- 12) Acquisition et entretien/équipements spéciaux (art. 12.170) 159.980,38 €
- Frais de fonctionnement buvette: 9.606,79 €
 - Sonorisation: 158,70 €
 - Contrat d’entretien „Omnium“ couvrant l’installation audiovisuelle de la Chambre des Députés – partie vidéo et audio et frais de dépannage du système de vote et de messagerie électroniques: 149.665,60 €
 - Gestion des alarmes: 0,00 €
 - Divers (écouteurs et matériel audio pour la salle plénière): 549,29 €
- 13) Frais de restauration (art. 12.210) 39.956,56 €
 Imputation sur ce poste des dépenses pour boissons et collations lors des séances publiques et réunions de commissions.
- 14) Frais de représentation (art. 12.303) 41.625,96 €
 Dépenses relatives aux obligations et charges de la Chambre des Députés

15) Projets de développement informatiques (art. 12.304)	396.186,52 €
– Site Internet: 18.898,10 €	
– Applications et Portail: 377.288,42 €	
– KM: 0,00 €	
16) Achats de biens et de services (art. 12.305)	1.016.727,48 €
Ce poste comprend les frais relatifs à la retransmission télévisée des séances publiques, les frais de publicité pour le lancement de „Chamber Aktuell“ ainsi que les frais se rapportant à l’émission „Chamber Aktuell“	
Total des frais concernant la chaîne télévisée Chamber TV: 564.066,49 €	
Sont également comptabilisés sous ce poste les frais relatifs au renforcement du système de sécurité informatique de la Chambre des Députés: 420.965,05 €	
Les frais de „Sécurité des bâtiments“ sont également imputés sous cet article: 31.695,94 €	
17) Déménagement (art. 12.306)	0,00 €
18) Expédition électronique (art. 12.307)	0,00 €
19) Site Internet (art. 12.308) (les dépenses sont comptabilisés sous l’article 12.304)	0,00 €
20) Acquisition de véhicules automoteurs (art. 74.000)	0,00 €
Remplacement de la voiture de la présidence.	
21) Acquisition de machines de bureau (art. 74.010)	0,00 €
22) Acquisition d’installations de télécommunications (art. 74.020)	0,00 €
23) Acquisition d’équipements spéciaux (art. 74.040)	49.605,71 €
Renouvellement de divers équipements de la régie TV (video mixer GV-Director + serveurs T2, système d’archivage numérique)	
24) Acquisition d’équipements informatiques (art. 74.050)	444.634,69 €
Sont comptabilisés sous cet article budgétaire:	
e.a. acquisitions et remplacements d’ordinateurs personnel et portable, claviers et souris, acquisition de serveurs, remplacement et acquisition d’écrans LCD, d’imprimantes et d’imprimantes couleur ainsi que d’autres acquisitions diverses de matériel informatique.	
25) Acquisition de logiciels (art. 74.060)	130.708,90 €
Acquisition et renouvellement de divers logiciels, à savoir: licences „WebTVLive OTT“ et „WebTVLive encoder software, „neatsuite ADV multi-platform 101-250 users“, „WHATSUP GOLD standard service agreement 100 devices“, „WHATSUP GOLD flow monitor 5 source service agreement“, „WHATSUP GOLD PREMIUM service agreement 300 devices“, diverses autres licences, comme „F-Secure anti-virus renewal for workstations 150 users“, „F-Secure anti-virus renewal for Windows 10 Servers“, licence „Oracle“, licence „PC IBM AIX upgrade Express vers Standard“, „licence PC Red Hat Enterprise Linus Server“, „Java Pro App Dynamics“, services de „RIPE NCC“, logiciel APSAL.NET – version 100 salaires et autres logiciels.	
26) Acquisition d’oeuvres d’art (art. 74.070)	0,00 €
27) Acquisition de mobilier de bureau (art. 74.080)	13.985,62 €
Il s’agit e.a. de l’acquisition de mobilier et de l’aménagement des bureaux de la Chambre des Députés.	
28) Frais d’exercices antérieurs (art. 12.080.20, 12.120.10 et 12.305.30)	206,03 €

Section F: COMPTE RENDU**943.929,66 €**

1) Frais de distribution du compte rendu (art. 12.051) 475,77 €

Frais relatifs à la distribution du compte rendu et du rapport d'activité de la session 2013-2014 (environ 100 abonnés) sur base d'une liste d'adresses.

Notons que la majeure partie des frais de distribution du compte rendu sont comptabilisés sous le poste „Frais de publication du compte rendu“, ces frais étant facturés par les imprimeries ensemble avec les frais d'édition et d'impression.

Les frais de distribution comptabilisés sous ce poste sont liés aux exemplaires du compte rendu dont la diffusion est assurée par les P. et T.

2) Frais de publication du compte rendu (art. 12.131) 943.453,89 €

L'impression du compte rendu et du rapport d'activité est assurée par deux imprimeries et la distribution se fait en supplément dans quatre quotidiens. La saisie des discours des séances publiques et la mise en page du compte rendu sont garanties par une société externe.

En 2014, la dépense pour l'impression et la distribution de 16,5 numéros du compte rendu distribué s'élève à 927.321,31 € et constitue les frais de publication des débats en séances publiques de la Chambre des Députés sur 655 pages imprimées, du rapport du Médiateur sur 24 pages, des questions au gouvernement sur 232 pages, de l'actualité parlementaire et des nouvelles lois sur 102 pages (768.271,33 €), les commissions d'agence (121.086,66 €) ainsi que les frais d'impression (33.185,38 €) et les commissions d'agence (4.777,94 €) du rapport d'activité de la session 2013-2014.

Cet article budgétaire englobe en outre les travaux de façonnage et de reliure des comptes rendus des sessions 2012-2013 (16.132,58 €).

*

VI. – CONCLUSIONS

Après examen des comptes de l'exercice 2014, la Commission des Comptes les approuve et adopte le présent rapport à l'unanimité des membres présents.

A relever encore le rapport du réviseur d'entreprises agréé du 30 octobre 2015, ci-annexé.

„Conformément au mandat donné par le Bureau de la Chambre des Députés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la Chambre des Députés, comprenant le bilan au 31 décembre 2014 ainsi que le compte de revenus et charges pour l'exercice clos à cette date, et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Bureau de la Chambre des Députés pour les comptes annuels

Le Bureau de la Chambre des Députés est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément au référentiel comptable qui est le leur, ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en

compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Bureau de la Chambre des Députés, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la Chambre des Députés au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables applicables définis par le Bureau de la Chambre des Députés et décrits dans la Note 1 des comptes annuels.

Principes comptables

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur le fait que les principes comptables suivis pour l'établissement des présents comptes annuels sont décrits dans les notes aux comptes (Note 1). Les comptes annuels ont été établis pour les seuls besoins du Bureau de la Chambre des Députés et ne sont pas nécessairement appropriés dans d'autres circonstances.“

*Pour Deloitte Audit
Cabinet de révision agréé
Georges KIOES
Réviseur d'entreprises agréé
Partner*

Luxembourg, le 30 octobre 2015.

*

VII. – RESOLUTION

Finalement la Commission des Comptes déclare qu'en exécution du mandat lui conféré par l'article 165 du règlement de la Chambre des Députés, elle a examiné les comptes de la Chambre pour l'exercice 2014.

Elle certifie la régularité de la comptabilité et des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2014.

En conséquence, elle propose à la Chambre d'approuver les comptes tels qu'ils sont présentés dans le présent rapport et de voter la résolution suivante:

„La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve les comptes de l'exercice 2014 et

prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.“

Luxembourg, le 25 novembre 2015

*Le Président-Rapporteur,
Marc LIES*

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

01



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2015-2016

GB

P.V. CPTES 01

Commission des Comptes

Procès-verbal de la réunion du 25 novembre 2015

Ordre du jour :

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 10 décembre 2014
2. 6911 Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2014
 - Désignation d'un rapporteur
 - Examen des comptes
 - Présentation et adoption d'un projet de rapport

*

Présents : Mme Diane Adehm, Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Joëlle Elvinger, M. Alexander Krieps, M. Marc Lies, Mme Josée Lorsché, M. Roger Negri, M. Gilles Roth remplaçant M. Aly Kaes, M. Serge Wilmes

M. Claude Frieseisen, Secrétaire général
M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint
Mme Isabelle Barra, Secrétaire générale adjointe
Mme Ginette Biasini, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Tess Burton, M. Aly Kaes, M. Edy Mertens, M. David Wagner

*

Présidence : M. Marc Lies, Président de la Commission

*

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 10 décembre 2014

Le projet de procès-verbal de la réunion du 10 décembre 2014 ne soulève pas d'observations et est adopté à l'unanimité des membres présents.
2. 6911 Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2014
 - Désignation d'un rapporteur

Sur proposition des membres de la commission, Monsieur Marc Lies est désigné rapporteur des comptes de l'exercice 2014.

- Examen des comptes

Monsieur Marc Lies donne la parole à Monsieur le Secrétaire général lui demandant des explications et précisions sur les chiffres de l'exercice 2014.

Monsieur Frieseisen rappelle que les prévisions budgétaires 2014 arrêtées par le Bureau en date du 13 juillet 2013 se présentaient comme suit :

- total des dépenses :	33.783.267 €
- recettes :	- 2.000 €
- réserve prise en compte :	- 650.000 €
- dotation budgétaire :	33.131.267 €
- remboursement campagnes électorales : 1.725.000 €	

Suite aux élections législatives anticipées du 20 octobre 2013, les propositions budgétaires ont dû être révisées, et suivant la circulaire budgétaire du 31 décembre 2013, les frais de fonctionnement ont dû être réexaminés en vue de pouvoir réaliser une réduction globale de 10 % par rapport aux crédits arrêtés dans le cadre du budget voté de l'exercice 2013.

Dans sa réunion du 6 février 2014, le Bureau a décidé de demander la même dotation que celle arrêtée pour 2013 (32.210.471 €) et les propositions budgétaires arrêtées se présentaient comme suit :

- total des dépenses :	32.961.220 €
- recettes :	- 43.580 €
- réserve prise en compte :	- 707.169 €
- dotation budgétaire :	32.210.471 €
- remboursement campagnes électorales 1.725.000 €	

En vertu de la loi du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2014, un crédit global de 32.210.471 €, en vue du paiement des dépenses à effectuer en 2014, et un crédit de 1.725.000 €, en vue du remboursement des frais des campagnes électorales, ont été mis à la disposition du Bureau de la Chambre des Députés.

Au compte de revenus et charges de l'exercice 2014 sont reprises les recettes (33.933.902,50 €) de l'exercice qui, diminuées des charges (32.177.783,90 €) font ressortir le résultat (1.756.118,60 €) de l'exercice.

Au 1^{er} janvier 2015, les excédents budgétaires cumulés de la Chambre des Députés se chiffrent à 8.412.587,62 € (= solde au 31.12.2014 : 6.656.469,02 € + résultat au 31.12.2014 : 1.756.118,60 €). De ce montant sont déduits les engagements 2014 à reporter en 2015 (588.177,92 €) de sorte que les excédents budgétaires cumulés (réserve) se chiffrent à 7.824.409,70 € et sont destinés au paiement de dépenses imprévues. 7.471,51 € constituent la réserve informatique et 1.797,41 € constituent le solde des factures résultant des travaux de rénovation de la Maison Wiltheim. Le poste des engagements des exercices antérieurs est augmenté de 588.177,92 € et se chiffre à 962.733,09 € au 1^{er} janvier 2015.

A noter qu'à ce jour la réserve informatique est entièrement épuisée.

En ce qui concerne la réserve Wiltheim (1.797,41 €), Monsieur Frieseisen demande l'autorisation de la commission de transférer ce montant au poste « Excédents budgétaires cumulés (réserve) ». Il explique que ce montant représente le solde du crédit prévu pour les travaux de rénovation de la Maison Wiltheim et que ces travaux sont entretemps achevés. Les membres marquent leur accord avec ce transfert.

Les dépenses se rapportant à l'exercice 2014 se chiffrent à 32.177.783,90 €, soit une augmentation de 8,98 % (2.650.209,94 €) par rapport à l'exercice précédent (29.527.573,96 €). Faisant abstraction du crédit de 1.662.000 €, inscrit pour le financement des campagnes électorales des partis politiques, l'augmentation des dépenses est uniquement de l'ordre de 988.209,94 € soit de 3,35 %.

Monsieur Frieseisen rend attentif que malgré les efforts de veiller lors de l'établissement des budgets à ce que les crédits demandés s'alignent davantage sur les dépenses effectives, l'exécution du budget de la Chambre des Députés accuse des moins-values de dépenses de l'ordre de 2.508.436,10 € par rapport au budget adopté soit - 7,23 % et ceci surtout au niveau des sections « Députés » (-299.188,51 €), « Institutions parlementaires internationales » (-213.723,62 €), « Personnel » (-485.487,01 €), et « Frais de fonctionnement » (-1.433.166,62).

Les écarts de la section « Députés » (-299.188,51 €), s'expliquent principalement du fait que lors de l'établissement du budget, il faut prévoir les montants maximaux fixés par la loi électorale, surtout au niveau des indemnités de secrétariat, du congé politique et du remboursement des cotisations sociales. Il y a lieu de noter que les députés se sont regroupés en pools pour l'engagement de leur personnel et que les montants maximaux dus non utilisés tombent en économie.

Pour ce qui est de la section « institutions parlementaires internationales » (-213.723,62 €), les frais de route et de séjour liés aux assemblées internationales varient en fonction du nombre de participants, du lieu de réunion ainsi que du nombre de réunions.

En ce qui concerne l'écart au niveau de la section « personnel » (-485.487,01 €), il y a lieu de noter que les traitements et salaires des fonctionnaires et salariés nouvellement engagés avaient été calculés pour une année entière lors des prévisions budgétaires et que les recrutements ont eu lieu seulement au cours de l'année (mars, juin et septembre). Un fonctionnaire de la carrière supérieure est décédé en février 2014. Un salarié de la carrière supérieure a été licencié fin 2013 tandis que son salaire a été prévu pour 2014. Il a été remplacé par un salarié début de carrière supérieure au mois de mars 2014. Un salarié de la carrière supérieure a fait valoir ses droits à la retraite à partir du 1^{er} septembre 2014. Le poste réservé au budget 2014 pour le retour éventuel d'un fonctionnaire en congé sans solde n'a pas été utilisé. Le montant estimé des postes non utilisés respectivement des engagements au cours de 2014 peut être estimé à 378.000 €.

La majeure partie des crédits non utilisés au niveau de la section « frais de fonctionnement » provient de projets prévus lors de l'établissement du budget mais qui n'ont pas pu être réalisés au cours de l'exercice. Les crédits engagés

pour la réalisation de ces projets (588.177,92 €) seront reportés à l'exercice suivant.

Lors de l'établissement des prévisions budgétaires pour 2014 au niveau de la section « compte rendu », l'impression et la diffusion de 13 numéros de comptes rendus avaient été prévues et 16,5 numéros ont été réalisés.

La différence au niveau de la section H) « Remboursement partiel des frais des campagnes électorales » (63.000 €) a été virée à la Trésorerie de l'Etat.

Les comptes de la Chambre des Députés sont divisés en 6 sections :

1. Section A : Députés **11.567.746,49 €**

Cette section contient les indemnités parlementaires et jetons, les indemnités de départ des députés non-réélus respectivement des députés qui ne se sont plus présentés aux élections législatives, le remboursement des cotisations de sécurité sociale, les assurances (remboursement frais casco), les frais de route et de séjour pour les déplacements à l'occasion des réunions de commissions, les indemnités du Président de la Chambre des Députés et des Présidents des groupes politiques, les indemnités de secrétariat, les indemnités payées à une veuve de député, le congé politique payé aux patrons des députés salariés ainsi qu'aux députés indépendants.

2. Section B : Institutions parlementaires internationales **583.686,38 €**

Sont comptabilisés sous cette section les frais de voyage et de séjour pour la participation des députés à des conférences, assemblées et réunions de commission des institutions parlementaires internationales, les frais d'organisation de réunions à Luxembourg, les dépenses d'accueil lors de visites de délégations parlementaires étrangères à Luxembourg ainsi que la contribution du Luxembourg aux frais de fonctionnement des assemblées parlementaires internationales. En mai 2014, la session de printemps de l'assemblée parlementaire de l'OTAN s'est tenue au Luxembourg.

3. Section C : Groupes politiques **2.662.175,00 €**

Cette section regroupe les crédits sur base de la représentation proportionnelle (3.100 € NI 100 par député) et le remboursement des frais de personnel des groupes politiques (28.950 € NI 100) et sensibilités politiques (2.710 € NI 100 par député) (art.16 du Règlement de la Chambre des Députés), le remboursement des frais d'acquisition de matériel informatique et achat de services informatiques (49.600 € par groupe politique et 10.000 € par député pour les sensibilités politiques), les crédits pour la location d'une voiture (816 € par député) ainsi que le crédit pour la participation à des congrès politiques (250 € par député).

Sont également dus les crédits pour l'acquisition d'un photocopieur (par législature – 12.400 € par groupe politique et 2.500 € par député pour les sensibilités politiques) respectivement pour l'acquisition de mobilier de bureau (législature – 12.400 € et 500 € par député pour les groupes politiques et 2.500 € et 500 € par député pour les sensibilités politiques).

Suite à une décision du Bureau, les différents crédits alloués aux groupes politiques sont regroupés en un seul crédit et sont payés trimestriellement.

4. Section D : Personnel **9.051.622,99 €**

La section D comprend les traitements de 74 fonctionnaires, les rémunérations de 11 salariés ainsi que les indemnités payées aux étudiants engagés pendant les vacances scolaires en été.

Sous cette section sont encore comptabilisés les frais de route et de séjour, les frais d'habillement ainsi que les frais d'assurances (déplacements en voiture privée pour le compte de la Chambre des Députés).

5. Section E : Frais de fonctionnement **5.706.623,38 €**

Cette section comprend les frais de fonctionnement de la Chambre des Députés.

(e.a. frais d'exploitation des véhicules automoteurs, frais de bureau, achats de services auprès des P et T, exploitation et entretien des bâtiments, location et entretien des équipements informatiques, achats de biens et de services (p.ex. Chamber TV), frais de restauration, frais de représentation, KM, Site Internet, acquisition matériels informatiques et logiciels, acquisition mobilier de bureau, etc.).

6. Section F : Compte rendu **943.929,66 €**

Les frais de distribution respectivement de publication du compte rendu et du rapport d'activité sont comptabilisés sous cette section. Cette section englobe en outre les travaux de façonnage et de reliure des comptes rendus des sessions 2012-2013.

Monsieur Lies remercie le Secrétaire général pour ses explications et donne la parole aux membres de la commission.

Monsieur Krieps aimerait savoir s'il a été tenu compte de l'accord salarial dans la fonction publique ainsi que de l'adaptation du nombre indice prévu pour début 2016 lors de l'établissement des propositions budgétaires 2016.

Les membres de l'Administration parlementaire répondent que les propositions budgétaires sont établies conformément aux dispositions et paramètres de la circulaire budgétaire du Ministère des Finances. En cas de variation des taux et paramètres prévus, les chiffres sont adaptés par l'Inspection générale des Finances avant le dépôt du projet de budget par le Ministre des Finances.

Monsieur Lies constate une augmentation des dépenses de la section « Députés » par rapport à l'exercice 2013 et aimerait en connaître les raisons.

Madame Biasini rappelle que les élections législatives anticipées ont constitué un facteur important des moins-values des dépenses de la section « Députés » en 2013. Il va sans dire que ces dépenses augmentent lors d'une année parlementaire « normale » surtout au niveau des jetons de présence et des frais de déplacement pour la participation aux séances plénières et aux réunions de commission. A noter toutefois qu'une indemnité de départ a encore été payée en janvier 2014 à 18 députés qui ne se sont plus présentés aux élections législatives anticipées respectivement aux députés non réélus.

Suite aux élections législatives de 2013, le nombre de députés indépendants / sans profession a augmenté ce qui explique la hausse au niveau du congé politique.

- Présentation et adoption du projet de rapport

Après un échange de vues, le rapport est adopté à l'unanimité des membres présents.

Luxembourg, le 25 novembre 2015

Le Secrétaire-administrateur,
Ginette Biasini

Le Président,
Marc Lies

Document écrit de dépôt

Dépot: M. Marc Lies
09.12.2015
6911

Résolution

"La Chambre des Députés,
vu le rapport de sa commission des Comptes,
approuve les comptes de l'exercice 2014 et
prie son Président de transmettre la présente résolution et
le rapport de la commission des Comptes à la Cour des
Comptes pour y être enregistrés."

Luxembourg, le 25 novembre 2015.



Le Président-Rapporteur
Marc Lies